

### L'évaluation *a posteriori* de la réglementation

Il est essentiel d'évaluer les textes pour s'assurer qu'ils sont pertinents et adaptés à leur objet. Or, ce n'est qu'après la mise en œuvre des textes que l'on peut pleinement évaluer leurs effets et leurs impacts, y compris leurs conséquences directes, indirectes et imprévues. En outre, des textes peuvent devenir obsolètes en raison de l'évolution des préférences sociétales ou des progrès technologiques. En l'absence de processus permettant de réexaminer ou d'évaluer les textes existants, les formalités administratives et les coûts de la réglementation ont tendance à s'alourdir naturellement au fil du temps, ce qui complique le quotidien des citoyens et nuit à l'efficacité des activités économiques. Il faut donc se garder de considérer l'évaluation *a posteriori* (également appelée « évaluation *ex post* ») comme le stade ultime de la vie des textes ; c'est plutôt un moyen de réenclencher le cycle réglementaire de façon délibérée et responsable en mettant en relief des pistes d'amélioration, ainsi qu'un outil de planification de la réglementation. L'évaluation *a posteriori* joue également un rôle déterminant dans l'amélioration de la transparence et de la responsabilité en matière d'activité réglementaire, et favorise donc la confiance à l'égard des pouvoirs publics.

L'indicateur iREG relatif à l'évaluation *a posteriori* se fonde sur les pratiques décrites dans la *Recommandation concernant la politique et la gouvernance réglementaires* adoptée par l'OCDE en 2012. L'indicateur composite comprend quatre catégories affectées d'une pondération égale : la catégorie « méthodologie », qui évoque les différentes analyses réalisées dans le cadre de l'évaluation *a posteriori* ; la catégorie « suivi et contrôle de la qualité », qui traite des dispositifs mis en place pour suivre la qualité des processus d'évaluation *a posteriori* ; la catégorie « adoption systématique », qui porte sur les exigences formelles et l'emploi des différents types d'évaluations *a posteriori* ; et la catégorie « transparence », qui aborde le degré d'ouverture des évaluations *a posteriori*.

Le score moyen de l'indicateur iREG relatif à l'évaluation *a posteriori* des textes législatifs est égal à 1.48, ce qui est inférieur aux scores obtenus pour l'association des parties prenantes et l'AIR dans le cadre de l'élaboration de nouveaux textes législatifs. La mise en œuvre d'évaluations *a posteriori* semble donc moins prioritaire, pour de nombreux pays de l'OCDE, que les outils *a priori* de gouvernance réglementaire. Une démarche systématique d'évaluation *a posteriori* n'est pas très répandue au sein de la zone OCDE, et les méthodes appliquées varient considérablement. De nombreux pays n'ont toujours pas adopté de techniques d'évaluation normalisées, et les pays de l'OCDE ne sont environ qu'un tiers à évaluer de façon systématique, dans le cadre de leurs évaluations *a posteriori*, si les objectifs stratégiques sous-jacents des textes ont été remplis. En revanche, il est fréquent que les pays qui procèdent à des évaluations *a posteriori* associent les parties prenantes au processus et mettent ces évaluations à la disposition du grand public. Les pays de l'OCDE ne sont que quelques-uns à avoir mis en place des dispositifs de suivi et de contrôle de la qualité en matière d'évaluation *a posteriori*, notamment l'Australie et le Royaume-Uni.

Pour de nombreux pays de l'OCDE, on constate très peu d'écart entre les textes législatifs et réglementaires s'agissant des scores d'évaluation *a posteriori*. Au Canada et aux États-Unis, le score est nettement plus élevé pour les textes réglementaires, peut-être parce que ces textes jouent un rôle important au sein du cadre juridique de ces pays. En revanche, au Chili et en Pologne, le score est plus élevé pour les textes législatifs que pour les textes réglementaires.

La plupart des pays de l'OCDE (27 pays) ont réalisé des évaluations *a posteriori* fondées sur des principes, c'est-à-dire axées sur un aspect spécifique employé comme filtre initial afin de déterminer quels textes méritent de faire l'objet d'un réexamen ou d'une réforme. La plupart des pays cherchent avant tout à réduire la charge administrative et les coûts liés au respect des textes, ou encore à favoriser la concurrence. Les pays pourraient passer, à l'avenir, d'une évaluation axée sur des textes précis à une démarche d'évaluation plus stratégique et plus systématique. Ils pourraient, à cette fin, réaliser des examens exhaustifs et en profondeur visant à évaluer l'impact cumulatif des textes existants sur un secteur dans son ensemble, en prêtant une attention particulière aux retombées de l'action publique. Pour l'heure, seuls neuf pays de l'OCDE ont procédé à de tels examens. Dans le même temps, il est nécessaire de mettre en place les capacités permettant de réaliser ces évaluations.

#### Méthodologie et définitions

Les indicateurs relatifs à la politique et à la gouvernance réglementaires (iREG) s'appuient sur les réponses fournies par les délégués auprès du Comité de la politique de la réglementation de l'OCDE et par des responsables d'administration centrale à l'enquête de l'OCDE sur les indicateurs en matière réglementaire menée auprès de tous les pays de l'OCDE et de la Commission européenne en 2014.

Les textes législatifs sont ceux qui doivent être adoptés par le parlement, tandis que les textes réglementaires peuvent être adoptés par le chef du gouvernement, un ministre ou le Conseil des ministres.

#### Pour en savoir plus

OCDE (2015), *Perspectives de l'OCDE sur la politique de la réglementation 2015*, Éditions OCDE, Paris.

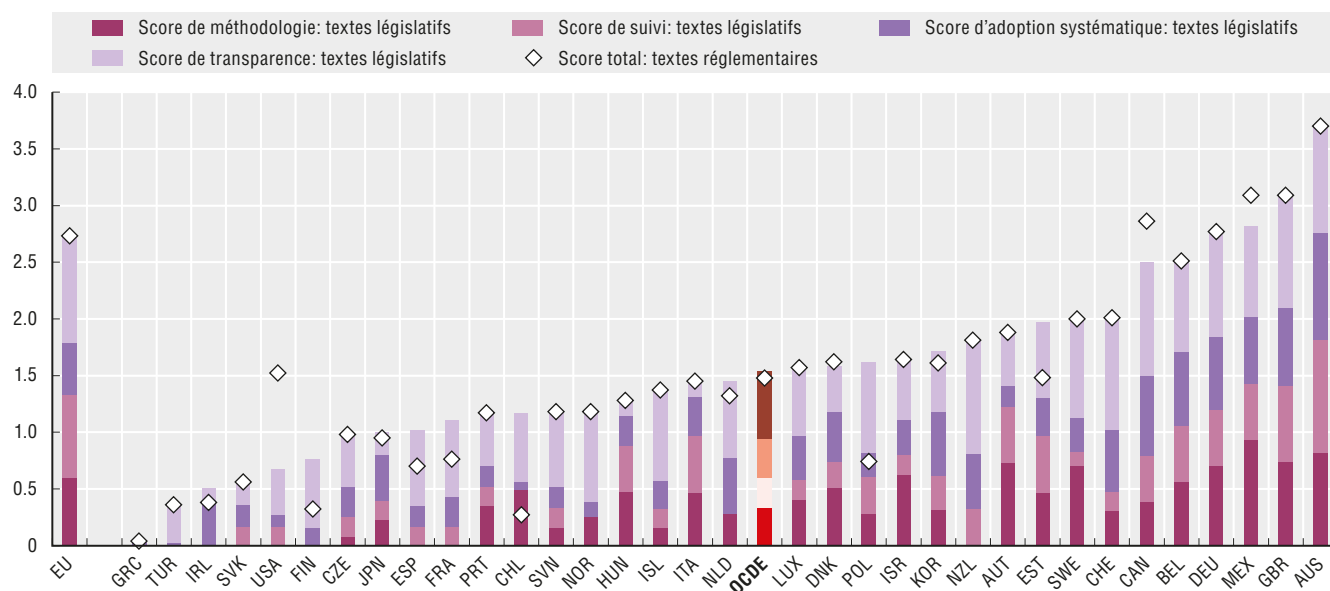
#### Notes relatives aux graphiques

Les notes relatives aux graphiques sont accessibles dans les Statslinks. Informations sur les données pour Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

## 8. LA GOUVERNANCE DE LA RÉGLEMENTATION

### L'évaluation a posteriori de la réglementation

#### 8.6. Évaluation a posteriori des textes (2014)



Source : Indicateurs relatifs à la politique et à la gouvernance réglementaires (iREG), <http://www.oecd.org/gov/regulatory-policy/indicators-regulatory-policy-and-governance.htm>.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933539306>

#### 8.7. Analyses ponctuelles de la réglementation existante réalisées au cours des 12 dernières années (2014)

	Examens fondés sur des principes	Exercices publics de bilan au cours desquels les entreprises et les particuliers sont invités à fournir des indications sur l'efficacité et l'efficience des textes ainsi que la charge qu'ils imposent	Examens visant à comparer des textes, des processus réglementaires et/ou leurs résultats entre pays, régions et juridictions	Examens « en profondeur »
Allemagne	✓		✓	
Australie	✓	✓	✓	✓
Autriche				
Belgique	✓	✓		✓
Canada	✓	✓	✓	✓
Chili				
Corée			✓	
Danemark	✓	✓		
Espagne	✓			
Estonie	✓			
États-Unis	✓	✓		
Finlande	✓	✓		
France	✓			✓
Grèce				
Hongrie	✓			
Irlande	✓			
Islande	✓			✓
Israël	✓			
Italie	✓			
Japon				✓
Luxembourg	✓	✓		
Mexique	✓	✓	✓	✓
Norvège	✓			
Nouvelle Zélande	✓			✓
Pays-Bas	✓	✓		
Pologne	✓	✓		
Portugal				
République slovaque	✓	✓		
République tchèque	✓			
Royaume-Uni	✓	✓		✓
Slovénie	✓			
Suède	✓		✓	
Suisse	✓	✓		
Turquie				
Union Européenne	✓	✓	✓	✓
<b>Total OCDE</b>	<b>27</b>	<b>13</b>	<b>6</b>	<b>9</b>

Source : Indicateurs relatifs à la politique et à la gouvernance réglementaires (iREG), <http://www.oecd.org/gov/regulatory-policy/indicators-regulatory-policy-and-governance.htm>.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933539325>



Extrait de :  
**Government at a Glance 2017**

Accéder à cette publication :  
[https://doi.org/10.1787/gov\\_glance-2017-en](https://doi.org/10.1787/gov_glance-2017-en)

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

OCDE (2017), « L'évaluation a posteriori de la réglementation », dans *Government at a Glance 2017*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: [https://doi.org/10.1787/gov\\_glance-2017-57-fr](https://doi.org/10.1787/gov_glance-2017-57-fr)

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org). Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) [info@copyright.com](mailto:info@copyright.com) ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) [contact@cfcopies.com](mailto:contact@cfcopies.com).